

cependant reconnaître que c'est un facteur qui cause de l'inflation.

[Traduction]

LE RECOURS PRÉSUMÉ AUX RÉSERVES DE DEVICES AMÉRICAINES POUR LA STABILISATION DU DOLLAR CANADIEN

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Ma question s'adresse encore au ministre des Finances. Comme, ainsi que nous l'a dit le ministre lundi, «le gouverneur de la banque n'intervient pas pour protéger le dollar canadien qui est flottant», et comme la Banque du Canada a rendu publics des chiffres révélant que nos réserves en devises américaines ont baissé de 27 p. 100 jusqu'ici cette année, le ministre nous dirait-il où sont passés ces fonds s'ils n'ont pas servi aux échanges commerciaux?

● (1417)

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pense que le député n'a pas bien saisi la nuance. S'il y avait eu intervention, le gouverneur aurait reçu l'ordre de stabiliser le cours du dollar canadien, ce qui n'est pas le cas. Personne n'ignore que le gouverneur de la banque s'occupe du marché pour veiller à ce que celui-ci fonctionne normalement. Tout le monde le sait, cependant, il ne fait rien qui tende à stabiliser le cours du dollar.

LES CAUSES DES ERREURS DANS LES PERSPECTIVES DU TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, moi aussi j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Il n'y a pas plus de six mois, le gouvernement a prédit que le taux réel de croissance de l'économie serait de 4 p. 100 alors qu'il ne sera en fait que de 2 p. 100; comment a-t-on pu commettre une erreur aussi grossière?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, tout le monde sait, je pense, que tous les pays sont en difficulté sur le plan économique. Quand j'étais à Washington, des organismes internationaux comme le FMI et l'OCDE ont prédit que le taux de croissance serait de 5 p. 100 à l'échelon mondial. Ces organismes ont ensuite dit à tous les ministres que le taux de croissance effectif serait de 2 p. 100 seulement, et c'est exactement ce qui se passe au Canada.

L'INEXACTITUDE PRÉSUMÉE DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FOURNIES AUX PROVINCES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, si le ministre des Finances prenait le temps de vérifier les prévisions du secteur privé, il constaterait peut-être que les erreurs y sont moins prononcées que dans son propre ministère. La question n'est pas sans portée utile puisque les provinces ont établi leurs calculs budgétaires d'après les prévisions de son ministère. Celles-ci sont tout à fait inexactes. Qu'est-ce que le ministre va faire pour les provinces qui sont maintenant en difficulté parce qu'elles ont arrêté leurs budgets d'après des renseignements trompeurs fournis par le gouvernement fédéral?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, tous les niveaux de gouvernement sont touchés par ce problème. En fait, le gouvernement fédéral en souffre plus encore que les provinces du fait des programmes de stabilisation des recettes. La lente croissance de l'économie canadienne coûtera au contribuable fédéral quelque 400 millions de dollars

Questions orales

de plus que nous devons nous arranger pour trouver dans nos propres ressources budgétaires.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, je pense que le ministre n'a pas saisi le sens de la question.

Une voix: Quel est ce bruit?

Une voix: Tenez bon, Jim.

M. l'Orateur: Nous devrions attendre que ces problèmes techniques soient réglés.

Une voix: Votre trompette est bouchée, Chrétien.

L'INEXACTITUDE DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES—LES MESURES DE REDRESSEMENT ENVISAGÉES

M. James Gillies (Don Valley): Le problème que je tente d'exposer et dont je voudrais que le ministre nous parle n'est pas le ralentissement de l'économie, même si le gouvernement en est responsable. Il s'agit de quelque chose de plus important, d'un problème grave qui a empêché le gouvernement d'adopter une saine politique: ce sont les erreurs grossières commises par son ministère. Depuis qu'il est au ministère des Finances qu'a-t-il fait pour tenter d'améliorer les opérations techniques qui permettent à son ministère de prévoir la marche de l'économie?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, faire des prédictions dans le domaine économique c'est un peu compliqué, et si on examine les prédictions de tous les économistes, c'est généralement très rare qu'ils soient d'accord. De toute façon, pour répondre plus précisément à la question de l'honorable député, j'ai demandé aux fonctionnaires de mon ministère de rencontrer immédiatement les fonctionnaires provinciaux de façon que les bases de discussion soient les mêmes. Il doit y avoir une réunion technique à ce sujet la semaine prochaine.

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE

CHÔMAGE—LA POSSIBILITÉ DE MISE À JOUR DES PRÉVISIONS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il s'agit également de prévisions. Le rapport de son ministère que j'ai divulgué il y a deux jours contient des prévisions sur le chômage pour cette année et pour l'année prochaine, qu'il établit respectivement à 7.3 et 7.6 p. 100. Comme en réalité le taux de chômage se situe maintenant à 8 p. 100 en moyenne pour l'année en cours, ce qui est bien supérieur à la prévision du printemps dernier, le ministre peut-il nous dire si son ministère a fait établir une nouvelle prévision par les mêmes auteurs—ou par quelqu'un qui y voit un peu plus clair? Dans l'affirmative, le ministre va-t-il nous en donner les résultats?

● (1422)

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il est normal que le personnel de mon ministère suive en permanence la situation du chômage. Si le député veut bien contrôler ses chiffres, il verra je pense que le taux se situe en fait autour de 7.5 p. 100, mais on donne ici les chiffres de 7.4 et 7.6 p. 100. Les 8.3 et 8.2 p. 100 dont il parle sont des taux désaisonnalisés. Je dirai également au